

# « N'oublions pas le tiers-monde ! »



**Marc Humbert,**  
professeur émérite d'économie politique à l'Université de Rennes.

PHOTO: ARCHIVES QUÉBEC-FRANCE

« Il y a soixante ans, le président Kennedy promettait au tiers-monde, au nom de l'Onu, une décennie du développement. La solidarité des pays industriels n'a pas été au rendez-vous de la promesse. L'aide est restée faible, à peine 0,3 % du Produit national brut (PNB) des pays riches quand il fallait, disait-on, au moins 0,7 %.

Bien au contraire, les pays riches se sont protégés des importations textiles du tiers-monde accusé de dumping social – leurs salaires sont trop bas, c'est vrai, mais c'est qu'ils sont pauvres ! L'industrialisation du tiers-monde paraissait un défi au moment où les pays pétroliers imposaient un rattrapage de prix en 1973. Les dol-

lars versés pour le pétrole ont été prêtés au tiers-monde pour acheter les biens de consommation et les machines des pays industriels. L'endettement, puis les plans d'ajustement ont ruiné les pays Africains pour longtemps. La France s'est pourtant investie dans une activité de coopération, avec un ministère dédié, une agence de développement. Elle est intervenue politiquement, économiquement, militairement, tout au long de ces soixante années.

« Les Africains rêvent encore de venir en France »

Mais la situation est catastrophique. Selon la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), un milliard d'Africains n'a pas accès à une alimentation suffisante ; selon l'Onu, le niveau de PNB par tête en Afrique n'atteint pas le 20<sup>e</sup> du niveau moyen des pays « développés ». Cette pauvreté pousse au désespoir les Africains qui ne font

pas partie de la petite élite cosmopolite qui se rattache au « Nord Global ». Celle qui fréquente de rutilants centres commerciaux qui vendent les mêmes biens des mêmes grandes marques que partout sur le globe.

Elle vit dans des résidences protégées par des murs et des miliciens armés, et prend l'avion vers Paris ou New York. Tandis que dans le reste de la population, une moitié est réduite à l'indigence et l'autre, un peu mieux lotie, rêve d'émigrer, même si nombreux sont ceux qui tiennent la France pour responsable de la situation de leur pays et que certains sont au bord de la révolte et du soutien aux djihadistes de tous bords.

L'immigration rencontre sa limite d'acceptabilité dans la population française, notamment dans les quartiers pauvres où les immigrés récents sont plus nombreux. Une proportion importante de la population d'origine africaine vit en France dans des conditions difficiles. Dans l'ensemble du pays, une part des classes moyennes, voire supérieures, non musulmanes, pousse à une lutte ouverte de la

République laïque contre les expressions publiques de l'islam, justifiée par la récurrence des attentats.

Bref, la demande sociale en France est forte pour un État sécuritaire, un blocage de l'émigration et un repli identitaire.

« Pour une stratégie mondiale de développement »

En réponse, des mesures gouvernementales ont réduit les libertés civiles, tandis qu'elles n'enrayent ni les attentats ni l'immigration nourrie par la situation en Afrique. Ces maux continueront tant que l'Afrique n'aura pas accès massivement à des conditions de vie décentes.

Pour sortir de l'impasse, il faut mettre en œuvre une véritable stratégie mondiale de développement, ce qui exige d'aller au-delà d'une croissance verte même modérée qui pourrait sauver la planète mais pas l'humanité. Il faut réorienter le progrès technique, la structure de nos productions



« Selon la FAO (l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), un milliard d'Africains n'a pas accès à une alimentation suffisante. »

PHOTO: LUDWINE LANIERSE, ARCHIVES

et de nos consommations et appliquer au niveau mondial l'idée d'aménagement du territoire. Afin de mieux partager – au sein de chaque pays et entre pays – les fruits du travail de chacun et les dons de la Terre. C'était me. >>